

Avortement : un élu municipal socialiste démissionne

Author : Jeanne Smits

Categories : [Divers Jeanne smits](#)

Date : 27 février 2010

L'adjoint au maire de Paradas (Séville), Joaquin Manuel Montero Navarro, a remis sa démission au parti socialiste espagnol et a rendu son mandat électoral afin de ne prendre aucune part à la loi d'avortement que le PSOE venait de faire adopter définitivement par le Sénat. Les embrassades des ministres portant le projet n'étaient pas encore terminées que l'édile s'est désolidarisé de son parti :

« Je ne permettrai jamais que mon nom apparaisse aux côtés de celui d'une organisation qui justifie la mise à mort d'innocents. »

« On pourrait dire que c'est un geste à la Don Quichotte », commente Juan Manuel de Prada aujourd'hui dans [ABC](#). « Et de fait, c'en est un : dans le sens profondément moral de ces mots, qui est le seul sens qu'on devrait leur donner. Mais dans tout geste à la Don Quichotte il y a une part de sacrifice, d'immolation personnelle qui à notre époque, profondément amorale, ennuie. (...) De Montero, dans quelques jours, personne ne se souviendra, et alors la magnifique bravoure de son geste apparaîtra aux yeux de notre époque comme inutile et démente. Même ceux qui aujourd'hui, depuis la droite, applaudissent sa « cohérence » l'auront oublié, peut-être parce que le seule chose qui les y intéresse est le mal qu'elle pourrait faire à l'adversaire idéologique ; il se peut même qu'il paraisse à leurs yeux plus odieux encore que les socialistes eux-mêmes, puisqu'elle rappelle d'une certaine façon que, pendant les huit années où ils étaient au pouvoir, laissant avorter à hautes doses, il n'y eut personne parmi eux d'assez « cohérent » pour faire ce que Montero vient de faire en tant que militant socialiste. »

Voici le texte intégral de la lettre de Montera publiée par le blog « [Elentir](#) » et traduite par mes soins. C'est la carte d'un socialiste non repent, mais d'un vrai et sincère défenseur de la vie. Il y lance des accusations précises sur la manière dont le vote de la loi s'est précipité.

Après l'approbation cet après-midi même de la future loi d'avortement, la loi Aïdo, par le Sénat, à une courte majorité de volontés achetées à coups de concessions, ce parti, le Parti socialiste ouvrier espagnol, fait un pas de plus sur le chemin de l'injustice qu'il a déjà si largement parcouru. Cette loi a été rendue possible en raison des maux intérieurs qui ont déjà été assumés.

D'un côté, le manque de liberté au sein du parti est le signe caractéristique et évident qui permet de percevoir jusqu'à quel point ont été trahies les valeurs démocratiques qui ont toujours été la marque de la Gauche. Non seulement nous avons abordé les dernières élections générales de 2008 sans faire figurer la moindre mention de la loi qui a été votée aujourd'hui, mais encore, quelques mois plus tard, dans le rapport du 36e Congrès fédéral il n'était pas davantage fait mention expresse du projet de promouvoir une nouvelle loi d'avortement où celui-ci serait considéré comme un droit.

Nous avons trompé l'électorat que nous représentons et nous avons occulté le dialogue interne au parti à propos d'un thème qui n'est pas seulement contraire à l'humanisme universel qui, historiquement, a caractérisé le socialisme, mais qui en outre divise la société de manière dramatique. C'est un fait antidémocratique d'une gravité suprême.

Mais encore, nous avons contemplé, stupéfaits, comment on s'est entendu avec les mouvements nationalistes les plus réactionnaires pour dire que l'avortement devait être un droit sans limites, en maintenant un leurre de restriction avec la limite de la 22e semaine. J'ai appris ceci de vieux et véritables militants socialistes, qui ont donné jusqu'au dernier souffle de leur vie pour les idéaux auxquels ils croyaient : qu'« Il n'y a pas de nos jours d'affirmation plus réactionnaire que celle du droit d'une personne sur la vie du fils ou de la fille à naître. C'est le droit de propriété le plus absolu qu'on puisse concevoir, plus fort que celui du maître sur l'esclave. » Le droit de propriété sur les personnes a déjà été abolie dans l'histoire de l'humanité.

Il est évident que le socialisme, au sein de ce parti, n'est plus capable de dépasser 40 ans de vacances dont il a joui pendant la dictature franquiste, n'a pas été capable de se connecter à l'esprit socialiste de la classe ouvrière pauvre qui l'a créé, et c'est pourquoi je vous demande de constater dès aujourd'hui ma démission comme militant du PSOE. De même je remets à la disposition du parti les charges électives que j'occupe à la mairie de Paradas (Séville). Je ne permettrai jamais que mon nom apparaisse aux côtés de celui d'une organisation qui justifie la mise à mort d'innocents moyennant l'approbation de lois injustes.

Paradas, le 24 février 2010.

